



Dialogue



Organe de "Dialogue des Peuples"

LES MYSTIFICATIONS DE L'« AUTHENTICITÉ »

par N. TUTASHINDA

*Depuis le 27 octobre 1971,
puis la République démocratique
la République du Zaïre.*

*Ce changement de nom,
gues (comme l'abandon des n
au bénéfice de prénoms africa
Général Mobutu, Chef de l'Et
retour à l' « authenticité » afr*

*Que faut-il penser de ce
qui a donné prétexte pendant
l'Eglise catholique, nationalis
surtout verbal ?*

*Un Zaïrois nous livre a
flexions.*

Pourquoi ne pas raconter...



TOUTE l'Histoire du Congo ?

LES MYSTIFICATIONS DE L'« AUTHENTICITÉ »

par N. TUTASHINDA

Depuis le 27 octobre 1971, ce qui fut le Congo belge, puis la République démocratique du Congo, est devenu la République du Zaïre.

Ce changement de nom, et d'autres mesures analogues (comme l'abandon des noms de baptême chrétiens au bénéfice de prénoms africains), ont marqué ce que le Général Mobutu, Chef de l'Etat, a mis en avant comme retour à l'« authenticité » africaine.

Que faut-il penser de ce nationalisme sourcilleux, qui a donné prétexte pendant un temps à un conflit avec l'Eglise catholique, nationalisme à vrai dire tardif et surtout verbal ?

Un Zaïrois nous livre à ce propos quelques réflexions.

LA PENSÉE.

L'EXPANSION intellectuelle favorise, provoque même l'éveil des valeurs morales. Et, sous ce rapport, il faut admettre que nous sommes encore les victimes plus ou moins conscientes de notre passé colonial. De même qu'il est parvenu à nous arracher de la tutelle économique de l'étranger, le Général Mobutu Sese Seko s'attelle actuellement à nous libérer des « idées-toutes-faites », dont autrefois on nous a

farcir le cerveau, pour nous permettre d'apprendre à nous connaître nous-mêmes »¹.

« Le Nationalisme Zaïrois Authentique est à la fois un objectif à atteindre, une méthode à suivre et un moyen à utiliser. Il ne s'agit plus d'une idée vague des intérêts nationaux. Il ne s'agit plus d'un mélange du bien-être des Zaïrois et des intérêts des exploités. On ne peut en même temps poursuivre comme objectif le bien de son pays et celui des puissances capitalistes »².

« ...sur le plan culturel ce qui est authentique, c'est tout ce qui appartient en propre à la nation zaïroise. S'oppose au sens du terme authentique, tout ce qui est emprunté, importé alors qu'il ne devrait pas l'être, la nation zaïroise possédant ses propres valeurs »³.

« Il est bien évident que le nationalisme zaïrois proclamé par Mobutu est de la même essence constructive que celle du nationalisme de Bismarck »⁴.

L'on pourrait continuer cette liste de définitions, mais ces quelques citations en guise d'introduction donnent une excellente idée des aspects positifs et négatifs de la politique zaïroise du recours à l'Authenticité prêchée par le Président Mobutu depuis plus de deux ans.

Cependant nous ne tenons pas à nous livrer à une analyse libérale du concept de l'Authenticité, qui consisterait à en inventorier d'une part les aspects révolutionnaires et d'autre part les aspects réactionnaires. Ce serait là un exercice purement académique et idéaliste n'ayant rien à voir avec la réalité des faits.

L'objet de cet essai n'est pas tellement d'expliquer dialectiquement la place de l'Authenticité dans le développement historique de la République du Zaïre, mais plutôt d'en dénoncer les aspects rétrogrades et contre-révolutionnaires, car la perspective des « inventeurs » de cette politique procède avant tout d'une idéologie réactionnaire. En outre, même un court séjour au Zaïre permet de se rendre compte que l'image que la presse zaïroise et étrangère donnent de Mobutu et de son régime est en contradiction flagrante avec les faits. Nous nous proposons d'examiner les conditions historiques qui ont conduit le régime de Mobutu à mystifier le peuple zaïrois et les méthodes utilisées en vue de parfaire cette mystification.

1. N'yumbi Vuvu : « La Presse zaïroise recourt à l'authenticité » in *Mokoko*, mars 1972, n° 1, p. 1.

2. Manwana MUNCUNGO: *Le Président Mobutu Sese Seko parle*, p. 40.

3. *Ibid.*, pp. 19-20.

4. Marchal O.: « Le vrai visage — Mais quelle est donc cette authenticité zaïroise » in *Revue Tele Africa*, mars-avril 1973, p. 1.

L'auteur est un journaliste travaillant pour l'hebdomadaire *Spécial*, dont l'éditeur responsable, P. Davister, est un ami personnel de Mobutu.

LES PREMISSES DE L'AUTHENTICITE

Pour comprendre comment le concept de l'Authenticité a pris naissance, il faut effectuer un retour en arrière et examiner les conditions historiques dans lesquelles l'actuelle classe dirigeante a pris naissance et aussi le climat dans lequel le Président Mobutu est arrivé et s'est maintenu au pouvoir.

Lorsque l'on se livre à une analyse de la société zaïroise d'avant la période coloniale, on ne peut s'empêcher d'être frappé par l'inexistence d'une bourgeoisie comparable à celle que l'on retrouve sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest. Alors qu'ici l'on trouve une bourgeoisie qui prend parfois ses racines bien avant le XIX^e siècle, au Zaïre rien de tel. Ceux que les colonisateurs belges ont appelé « les évolués » doivent leur apparition en tant que classe sociale — ou embryon de classe sociale — non à des conditions antérieures à la colonisation, mais bien aux besoins mêmes des colonisateurs. Ces évolués constituaient la catégorie sociale parmi laquelle se recrutait le personnel subalterne des entreprises privées et de l'Etat⁵.

Cependant, tout comme la bourgeoisie ouest-africaine à ses débuts, cet embryon de la bourgeoisie zaïroise devait son existence et sa survie à des missionnaires, à des marchands et à des blancs progressistes⁶. Compte tenu des mécanismes identiques qui ont conduit à l'émergence d'une bourgeoisie de part et d'autre, comment, dès lors, expliquer l'absence d'une bourgeoisie plus ou moins autonome dans le Zaïre d'avant la colonisation.

En premier lieu, lorsque le colonisateur belge a commencé l'occupation systématique du pays, il n'y a guère trouvé de représentants de cette classe d'intellectuels (à l'époque, on ne peut encore parler d'une bourgeoisie au sens sociologique ou économique du terme), que les Britanniques et les Français ont rencontrés sur la côte ouest de l'Afrique. Tout comme en Afrique de l'Ouest, des missionnaires sont arrivés relativement tôt au Zaïre⁷. Mais, contrairement à ce qui s'est passé en Afrique de l'Ouest, leur implantation a été interrompue entre le XVIII^e siècle et le XX^e siècle⁸. L'absence de ces missionnaires dans une région qu'ils avaient d'abord tenté d'évangéliser enleva par la même occasion toute possibilité de contacts entre la population africaine et la population européenne sur une base autre que celle reposant sur le clivage dominant/dominé ou colonisateur/colonisé⁹.

Quand les derniers missionnaires quittèrent ce qui restait du royaume de

5. Sur les « Evolués », voir l'excellent article de Benoît Verhaegen, « La lutte des classes au Congo », *Révolution*, n° 10-11, juillet-août 1964, pp. 31-39.

6. C'est un Belge, ancien fonctionnaire de l'administration coloniale, qui était l'éditeur de la *Voix du Congolais*, organe par lequel l'embryon de la bourgeoisie zaïroise faisait connaître ses idées.

7. PICAPETTA & LOPEZ : *Description du Royaume de Congo et des contrées environnantes*, traduction française W. Bal, Léopoldville, 1963 ; BALANDIER G., *La vie quotidienne au royaume de Kongo du XVI^e au XVIII^e siècle*. Paris, 1965.

8. JADIN L. & CUVELIER J. : *L'ancien Congo*. Bruxelles, 1954. JADIN L. : « Le Congo et la secte des Antoniens » in *Bulletin de l'Institut Historique Belge de Rome*, 1961.

9. Certes, le clivage dominant/dominé existait déjà, mais il n'était pas encore légalisé.

Kongo, ils emportaient aussi avec eux la seule chance qui aurait permis à une élite intellectuelle de se former en dehors de la contrainte coloniale. Par contre, la présence missionnaire en Afrique de l'Ouest fut constante et elle permit à quelques Africains d'émerger¹⁰. Sans doute ceux-ci ne constituaient-ils pas une classe au sens socio-économique, mais leur existence, au moment où l'Europe cherchait à coloniser, contredisait un des axiomes sur lequel l'idéologie coloniale se fondait : l'infériorité intellectuelle du noir. Le fait que certains Africains avaient décroché des diplômes universitaires prouvait l'inanité des théoriciens racistes qui cherchaient à justifier le rôle « civilisateur » de l'Europe en prétendant, entre autres choses, que le noir était incapable de raisonner dans l'abstrait.

Quand les Britanniques et les Français se sont finalement décidés à une colonisation formelle, ils avaient en face d'eux des Africains qui, s'ils ne contrôlaient guère de ressources économiques et de moyens de production, pouvaient au moins se targuer d'avoir maîtrisé les attributs de la « civilisation »¹¹. En fait, il ne serait pas exagéré de prétendre qu'une des causes primordiales des premiers signes de résistance de la bourgeoisie ouest-africaine ne tenait pas tellement à la menace économique que les colonisateurs représentaient, mais bien plus à l'ostracisme culturel et intellectuel dont les intellectuels africains se sont sentis victimes. Cependant cet ostracisme n'avait pas qu'une base raciale. Bien que l'on parle souvent de colonialisme indirect, il faut bien se rendre à l'évidence que le pouvoir colonial s'est efforcé dans la mesure du possible de maintenir les intellectuels africains à une distance respectueuse des leviers du pouvoir. Malgré les entraves multiples du pouvoir colonial, celui-ci n'a pas pu empêcher la naissance d'une opposition de nature nationaliste. Pour combattre le racisme du blanc, les intellectuels noirs essayèrent de se démarquer totalement des préjugés philosophiques du blanc.

On a presque l'impression que Césaire et Senghor se sont dit : « puisqu'ils croient nous insulter en nous appelant « sales nègres », conceptualisons et faisons nôtre l'insulte. Prenons l'insulte à notre compte et affirmons par là notre liberté et notre fierté d'être nègres. La Négritude était née. L'Authenticité, c'est la Négritude à retardement¹².

10. D. Groff a attiré notre attention sur l'impression erronée que pourrait laisser l'insistance sur le rôle des missionnaires dans la naissance d'une bourgeoisie. Il est évident que, dans des régions comme le delta du Niger, le marchand européen « joua un rôle beaucoup plus important. En fait, il a fallu la combinaison des deux : le marchand et son argent, le missionnaire et son école, pour créer les conditions favorables à l'éclosion d'une bourgeoisie. Nous ne cherchons ici qu'à tracer les grandes lignes d'un développement historique qui mériterait une étude beaucoup plus approfondie.

11. En ce qui concerne les intellectuels de l'Afrique de l'Ouest, voir JULY R. : *The Origins of Modern African Thought*, New-York, 1967 ; et aussi CURTIS Ph.-D. (Editor) : *Africa Remembered*, Madison, 1968.

12. Malgré les efforts des idéologues de l'Authenticité de singulariser l'Authenticité par rapport à la négritude et à d'autres philosophies « de la troisième voie » (notamment Withakenge, « Problème du Recours à l'Authenticité », in *Elima*, pp. 5, 8-15 mai 1973), l'unanimité ne règne pas ainsi que le montre un éditorial de *Zaire* du 22 février 1971, n° 133 : « chacun de ces deux pays (Sénégal et Zaire) est animé par des hommes qui mettent leurs

La seconde explication de l'absence d'une classe d'intellectuels africains au Zaïre tient à la politique coloniale belge qui tenait coûte que coûte à fermer l'accès à l'Université pour les ressortissants africains de la colonie. Les instructions du Gouverneur général à ce sujet étaient très explicites. Dès lors, la seule possibilité pour les Africains d'avoir accès à un enseignement supérieur était d'entrer dans un des grands séminaires établis par l'Eglise catholique pour la formation du clergé autochtone¹³.

Compte tenu des conditions dans lesquelles la bourgeoisie zaïroise a pris naissance et s'est développée, il n'est pas surprenant qu'elle ait adopté pendant si longtemps une conscience de classe copiée sur celle du colonisateur. Dans la mesure où ces conditions ont eu des effets émasculateurs sur la conscience de la bourgeoisie zaïroise, on ne peut qu'approuver le Président Mobutu quand il encourage les Zaïrois à se débarrasser des derniers oripeaux de la colonisation. Effectivement, il y a une nécessité urgente de procéder à une décolonisation des mentalités. Mais si le Président du Zaïre semble prôner cette révolution des mentalités, il ne faut pas non plus perdre de vue les efforts constants visant à empêcher la révolution de se produire réellement. Ces efforts consistent à asphyxier systématiquement les implications révolutionnaires du concept de l'Authenticité.

L'objectif central, fondamental du recours à l'Authenticité, tel qu'il est prêché par le Président Mobutu et ses zéloteurs, est de gagner le soutien des masses. Bien que la majorité de la population se situe encore culturellement d'une manière proche de cet Authentique, de ce monde des ancêtres tant recherché, sa position économique est celle de producteurs exploités et opprimés par un mode de production capitaliste solidement implanté au Zaïre par l'intermédiaire des grosses firmes multinationales. Il s'agit dès lors, pour la classe dirigeante actuelle, de profiter de cette adhésion des masses recherchée sur le plan culturel pour perpétuer son aliénation économique et renforcer la mainmise des firmes multinationales sur l'économie du Zaïre¹⁴. Et ce n'est probablement pas une coïncidence si le terme même de « recours à l'Authenticité » a commencé à faire son apparition dans les discours présidentiels au moment où l'économie du Zaïre entamait une récession suite à une baisse des cours mondiaux du prix du cuivre¹⁵. Il fallait relancer l'enthousiasme des

biographes d'accord sur plus d'un point commun. Celui imposé par le prix que les Présidents Senghor et Mobutu attachent à l'authentique de leur politique respective n'est assurément pas le seul... » et de conclure : « chez l'un et chez l'autre, il s'agit d'opérer un retour aux sources de la Négritude, aux sources de notre origine qui, ainsi redécouverte, confère à notre action originalité et efficacité. »

13. Pour une étude détaillée de cette politique voir RIMEUR William, *Education and Elites : The Making of the New Elites and the Formal Educational System in the Congo*, Ph.-D. Thesis, Stanford University, 1971, manuscrit.

14. En ce qui concerne les informations sur les investissements des firmes multinationales au Zaïre, voir *Quarterly Economic Review*, publié à Londres par *The Economist Intelligence Unit*.

15. Le 19 octobre 1970, le gouverneur de la Banque Nationale parle de « la diminution des recettes fiscales due à la chute des recettes d'exportation du cuivre », in *Zaire*, n° 15, 19 octobre 1970, p. 5. En janvier 1971, le ministre des Finances déclarait que « la conjonc-

masses en concentrant leur attention sur d'autres thèmes qu'une conjoncture économique qui se détériorait de jour en jour et qui affectait directement leur vie.

Contrairement à ce que le Régime cherche à faire accepter, le recours à l'Authenticité ne procède pas d'une stratégie. Il s'agit plutôt d'une arme tactique qui doit servir de camouflage à une stratégie sociale, politique et économique entièrement fondée sur le capitalisme privé. Contrairement à ce que Mobutu persiste à répéter, tous les aspects de la politique du régime ne découlent pas du recours à l'Authenticité. C'est là de l'hégélianisme pur. La réalité est inverse. La politique du régime consiste avant tout à renforcer son contrôle sur les masses et à renforcer sa position de courtier entre le capital multinational et les masses laborieuses du Zaïre.

Par le recours à l'Authenticité, la classe dirigeante cherche à se faire passer pour le gardien légitime non seulement des valeurs traditionnelles, mais aussi et avant tout des intérêts du capitalisme mondial. Pour se convaincre de la subordination du recours à l'Authenticité à l'idéologie capitaliste, il suffit de se livrer à une analyse rapide de la période de gestation du concept depuis le jour où Mobutu commença à prendre goût au pouvoir.

LES ANTECEDENTS DE MOBUTU

Mobutu était loin d'être un inconnu quand il prit le pouvoir en 1965. Et, contrairement aux suggestions d'un de ses hagiographes, Francis Monheim, il était loin d'être un homme seul¹⁶. A moins d'entendre par cette solitude, celle du seul homme sur lequel les grands intérêts financiers, par le truchement des Etats-Unis et de ses alliés, pouvaient compter pour rétablir un climat économique et politique favorables à leur implantation en Afrique Centrale¹⁷.

Déjà, en 1960, Mobutu s'était signalé à l'attention mondiale en « neutralisant » Kasa-Vubu et Lumumba. Plus tard, en 1965, c'était au tour de Tshombe et de Kasa-Vubu d'être neutralisés. On constate immédiatement qu'à chaque fois que Mobutu est intervenu, il y avait deux tendances diamé-

ture économique est cette année nettement moins favorable que celle de l'année passée », in *Zaïre*, n° 128, 18 janvier 1971, p. 13. Dans le même numéro de *Zaïre*, le chef du cabinet de la Présidence définissait ainsi la politique gouvernementale : « Ni à droite, ni à gauche, un nationalisme authentiquement congolais »... « une démarche d'authenticité ». Le terme est finalement officialisé dans un éditorial du *Zaïre* du 1^{er} février 1971 en ces termes : « Et l'œuvre qui sera nôtre devra porter les marques de notre authenticité. »

16. MONHEIM E. : *Mobutu, l'homme seul*, Bruxelles, 1962.

17. En ce qui concerne les liens économiques et les sympathies politiques de Mobutu, voir KAMITATU Cl. : *La grande mystification du Congo-Kinshasa*, Paris, 1971 ; et aussi CROWE J. : *Mobutu et la contre-révolution en Afrique*, Waterloo, 1967. A noter aussi dans ce contexte l'opinion de l'ambassade des Etats-Unis à Kinshasa : « The United States remains one of Zaïre's closest western friend and an important trading partner... », in *Foreign Economic Trends and the Implications for the United States*, US Department of Commerce ET 71-116, p. 7.

tralement opposées. En 1960, Lumumba était considéré comme trop communiste. En 1965, Kasa-Vubu venait de rentrer d'Accra et était accusé d'avoir passé des accords avec Nkrumah, considéré à l'époque comme le fer de lance du communisme en Afrique¹⁸. Ainsi, le mot d'ordre à chaque occasion avait été de subjuguier le communisme. A chaque fois aussi, les mêmes puissances fournissaient l'appui nécessaire, en l'occurrence les Etats-Unis et ses alliés par le biais de la C.I.A.¹⁹.

Bien que l'opinion parmi les investisseurs au Zaïre soit généralement favorable à « l'homme du 24 novembre », il y a eu — et il y a encore — des grincements de dents. Les sourires et les invites que Mobutu lance régulièrement aux capitalistes étrangers n'ont pas toujours plu à ceux qui avaient fait du Zaïre une chasse gardée. Paradoxalement, bien que les anciens colonisateurs souhaitassent le retour à la stabilité et à l'ordre, ils voyaient d'un mauvais œil l'arrivée d'un régime « stable » qui préserverait l'ordre. En effet, l'ordre et la stabilité à la Mobutu présageaient la fin du règne des investisseurs belges au Zaïre. Fatalement, la porte allait être ouverte à d'« autres », en l'occurrence les multinationales américaines, japonaises et celles de la Communauté Economique Européenne.

Ce mécontentement s'est traduit par des escarmouches d'arrière-garde, telle la tentative de réinstaller Tshombe. Par ailleurs, ce sont des mêmes escarmouches d'arrière-garde qui ont aussi permis à Mobutu de prouver son nationalisme, sans qu'il en coûte à qui que ce soit.

C'est sans doute la prétendue nationalisation de l'Union Minière du Haut-Katanga (U.M.H.K.) qui constitue l'exemple le plus frappant de ce double-jeu. Mais, comme la suite de l'incident devait le révéler, le morceau était trop coriace. Et ce, malgré le soutien des bailleurs de fonds et du gouvernement américains. La Société Générale de Belgique, cependant, fut une gagnante généreuse : l'on changea le nom de l'U.M.H.K. en Gécamines. Ainsi, le général ne perdait pas la face et il sauvait les apparences de l'indépendance économique.

La « nationalisation » de l'Union Minière est peut-être l'incident le plus révélateur des procédés démagogiques du président Mobutu et du régime qu'il préside. En effet, pour l'audience zaïroise et africaine, il n'hésite pas à rappeler la fin de l'Union Minière comme un pas dans la voie de l'indépendance

18. CHOME J., *op. cit.*, pp. 35-37.

19. A ce sujet, voir TULLY A. : *CIA, The Inside Story*, New-York, 1962, p. 220 : « It seems safe to say that Mobutu was « discovered » by CIA » (guillemets de Tully) ; et plus loin : « It was obvious that the indolent Kasa-Vubu was no match for Lumumba, but CIA had the man to take charge. He was, of course, J. Mobutu » : Tully est un ancien employé de la CIA et il a écrit le livre pour défendre les activités de la CIA. Mobutu lui-même a confirmé les assertions de Tully, notamment dans un discours prononcé lors de son voyage aux Etats-Unis en août 1970 : « Au lendemain même de l'accession de mon pays à l'indépendance, les Etats-Unis étaient les premiers à voler à notre secours sans arrière-pensée. Vous l'avez fait, vous avez continué à le faire. Je crois que la République du Congo doit être un sujet de fierté pour votre pays », in *Recueil des Discours et Harangues du Président*, Kinshasa, 1971, p. 259.

économique²⁰. Mais lorsqu'il doit appâter de nouveaux capitaux, le même Mobutu insiste sur le fait qu'il n'y a pas eu de nationalisation de l'U.M.H.K., en ajoutant que, depuis qu'il est au pouvoir, il n'y a pas eu de nationalisation²¹.

Les exemples de mystification abondent. Le plus révoltant est sans doute celui par lequel Mobutu, qui a pris une part prépondérante dans l'assassinat de Lumumba, se fait maintenant passer pour l'héritier politique et l'exécuteur testamentaire des principes et des idées que Lumumba défendait. Lumumba et la plupart de ses disciples n'étant plus là, et les principaux témoins de cet épisode macabre ayant été éliminés ou muselés, l'homme de la C.I.A. n'avait plus d'autre obstacle à surmonter que sa propre conscience pour mener à bien cette opération²².

A ceux qui éprouveraient des doutes quant à la véritable orientation idéologique du régime, les idéologues du Mouvement populaire de la Révolution ont une réponse toute faite : les voyages présidentiels à Pékin et dans d'autres pays socialistes combinés aux séjours américains et européens sont, selon eux, une preuve éclatante du slogan « ni à droite, ni à gauche, ni au centre »²³. Effectivement, si l'on veut idéologiquement situer le recours à l'Authenticité, il faut aller le chercher à l'extrême-droite : la dictature.

POUR UNE DICTATURE AUTHENTIQUE

Conscients que d'autres exégètes pourraient donner cette interprétation abusive pour caractériser le régime actuel, certains penseurs du régime ont contre-attaqué en invoquant... le recours à l'Authenticité. En l'occurrence il s'agit de recourir à la notion de chef, telle qu'elle était comprise par les ancêtres :

« Dans la société traditionnelle, le chef de clan était à la fois un leader politique, un chef religieux et un responsable de la vie sociale et économique de ses gouvernés... »

Il est de préciser :

20. Mobutu comme promoteur de l'indépendance économique, voir *Recueil des Discours et des Harangues du Président Mobutu*, pp. 142-148, 169. Voir aussi KAMITATU, op. cit., pp. 196-201. Nous reconnaissons l'inégalité de l'ouvrage de cet auteur mais, en ce qui concerne l'épisode de l'UMHK, ses sources sont irréfutables. Le récent retour de la firme multinationale LONIRO sur la scène zaïroise corrobore le scénario de la « nationalisation » (authentification ?) de l'UMHK, in *Quarterly Economic Review*, « Zaïre, Rwanda & Burundi », n° 1, 1973.

21. Mobutu comme défenseur des intérêts capitalistes, voir *Recueil...*, pp. 263-264.

22. Ce n'est qu'à contre-cœur que Mobutu exigeait du gouvernement algérien l'extradition de Tshombe, car il se rendait compte que Tshombe pouvait contre-attaquer en publiant les documents qui prouvaient la participation de Mobutu dans l'élimination de Lumumba. Plus tard, le gouvernement zaïrois fit d'ailleurs savoir qu'il n'objecterait pas à la mise en liberté de Tshombe, voir *London Times*, 11 sept. 1968.

23. *La Métropole*, 29 janvier 1973, repris dans *Revue de Presse*, n° 3 027, 30 janvier 1973.

« A défaut d'être un héros ou un homme extraordinaire, un leader est aux yeux de l'Africain une personne douée d'une volonté d'action inépuisable, d'un pouvoir de commandement supérieur à la moyenne. Il est en quelque sorte un sorcier, c'est-à-dire une personne inspirée, douée d'un pouvoir auquel on ne peut s'opposer sous peine d'être ensorcelé ».

Cependant, comme si cette explication n'était pas suffisamment convaincante, l'auteur de ces lignes se rabat sur des explications qui rappellent celles des théoriciens du fascisme. La nécessité d'une dictature s'explique car :

« plus grand est le pays, plus fortes seront les contradictions entre les groupuscules et plus vive l'opposition à la tendance unificatrice. Seule une autorité très forte et même dictatoriale pourra détruire cette tendance centrifuge. Et comme il faut construire le pays après avoir détruit le régime colonial et vaincu les courants égocentriques, le leader doit être le plus grand magicien. Magicien nanti non seulement de la magie bantoue, mais aussi de la magie européenne. Autrement dit, le pays ne peut être construit que dans la mesure où le leader connaît, outre la tradition africaine, la science et la technique moderne dans une certaine mesure »²⁴.

Les dernières lignes ci-dessus sont instructives dans le contexte actuel du Zaïre car, en fait de maîtrise de la magie bantoue et européenne, il ne s'agit de rien moins que de recenser tous les moyens de répression disponibles, tant dans la société traditionnelle pré-capitaliste (entre autres, la conception autoritaire du chef) que dans la société capitaliste moderne (armement moderne tel que l'achat de Mirages en France) pour accroître le contrôle du gouvernement sur la population²⁵. C'est là la fonction primordiale du recours à l'Authenticité : renforcer les pouvoirs d'oppression et de répression du régime en présentant celui-ci comme le seul gardien des valeurs ancestrales.

A force de vouloir attribuer des vertus révolutionnaires à la politique du recours à l'Authenticité, certains idéologues du régime tombent dans le ridicule. Ainsi le Commissaire à l'Information s'explique sur les changements terminologiques adoptés par le Régime en rappelant à son auditoire que « les mots sont des actes et que la puissance du verbe est irremplaçable »²⁶. Et de poursuivre en donnant l'exemple suivant :

24. Manwana Muncongo, *op. cit.*, pp. 77, 74, 75, 87. Voir aussi Bokonga, « Nature et portée de la Révolution culturelle », in *Elima*, 20-21 mai 1973, p. 2. Bokonga est ministre de la Culture. Il fut chargé par le gouvernement, ainsi que Sakombi Inongo, ministre de l'Information, d'aller prêcher l'Authenticité au-delà des frontières. Voir également Webe Mayo Bayenga Mwanango, « La dynamique de l'Authenticité », commentaire de la conférence donnée à Lubumbashi par le citoyen Sakombi Inongo, in *Elima*, 17-18 juin 1973, p. 1.

25. *Facts on File*, 1971, p. 570 ; et aussi *Elima*, 2 juin 1973.

26. Sakombi Inongo : *L'authenticité zaïroise au Sénégal*, in *Zaire*, n° 240, 12 mars 1973, p. 34.

« Jusqu'au début de l'année dernière, les hauts fonctionnaires responsables de nos « provinces » portaient encore le titre de « gouverneur » et portaient un uniforme. Nous avons supprimé le terme de « province » et celui de « gouverneur ». Nous avons supprimé l'uniforme. Aujourd'hui la « province » est devenue « région » et le gouverneur est devenu « commissaire de région ». Cela n'a rien changé à ses attributions et à ses devoirs, mais cela a tout changé dans ses rapports avec la population. Dans l'esprit du peuple, on ne voyait jusque là aucun changement par rapport à l'administration coloniale, sinon que le « gouverneur » avait la peau noire au lieu de la peau blanche. Un Zaïrois avait chaussé les bottes du Belge et, à part ce détail, rien n'était changé. Le nouveau « gouverneur » pouvait agir comme son prédécesseur et se comporter comme un potentat local, avec toutes les irrégularités que cela implique. Personne n'y trouvait rien à redire puisque ces excès étaient attachés au simple mot de « gouverneur ». Or, c'était directement contraire à l'esprit de notre révolution. Nous avons changé le mot et le peuple a aussitôt compris, et les abus ont disparu »²⁷.

Les abus sont loin d'avoir disparu et, dans la région où nous nous trouvons (population rurale), les abus incitent souvent les gens à regretter la période coloniale. Une fois de plus, l'auteur de ces lignes citées plus haut se livre à un des exercices favoris des représentants du régime : le camouflage par le verbe.

POUR UNE SOCIÉTÉ AUTHENTIQUE

Au-delà de l'établissement du pouvoir personnel, c'est toute une classe sociale qui cherche à se maintenir au pouvoir en invoquant un passé commun à tous les habitants du Zaïre²⁸.

Le recours à l'Authenticité sert la classe dirigeante à deux niveaux, le premier étant politique et économique et le second culturel et psychologique.

Par le biais du recours à l'Authenticité, la classe dirigeante cherche à s'identifier aux classes opprimées. Peu importe l'absence d'intérêts communs, l'origine ancestrale commune et l'expérience coloniale sont astucieusement utilisés pour mobiliser les masses autour d'un gouvernement qui se signale

²⁷. *Ibid.*, p. 34.

²⁸. Cette façon de tromper les masses rappelle un peu la manière des gouvernements capitalistes qui s'attaquent à la pollution en présentant le problème comme étant un problème qui regarde tout le monde, alors qu'il s'agit d'un problème dont les classes possédantes sont responsables. Mais comme l'air pollué affecte tout le monde, il devient aisé de faire croire que tout le monde est responsable. La pollution, tout comme le recours à l'Authenticité, permettent aux classes possédantes de dissimuler leurs responsabilités, d'une part dans la détérioration de l'environnement et, d'autre part, dans la perpétuation d'un système économique prédateur.

beaucoup plus par la corruption des dirigeants, les abus des responsables du Parti et les extorsions des forces de l'ordre que par sa préoccupation du bien-être social et économique des populations. L'endoctrinement a un but bien précis. Mobutu lui-même en précise cyniquement l'utilité :

« A une masse populaire et mobilisée et structurée il sera aisé d'enseigner la discipline sociale, le goût du travail, le goût des privations pour l'intérêt général »²⁹.

En fait d'intérêt général, il s'agit de l'intérêt de la classe dirigeante, car, depuis l'indépendance du Zaïre, ce sont toujours les classes laborieuses qui ont dû assimiler le goût des privations. Plusieurs fois le gouvernement a recouru à des promesses d'augmentation de salaires dont il ignorait la mise à exécution³⁰.

Malgré ses carences manifestes, le gouvernement n'a aucun scrupule à émettre des bulletins de victoires, dans le domaine de l'économie en particulier. Plus haut nous avons utilisé l'exemple de l'U.M.H.K.-Gécamines pour illustrer les principes qui déterminent les décisions du régime dans le domaine économique³¹.

Contrairement à ses prétentions, le gouvernement ne détient pas les leviers économiques qui lui permettraient de récompenser non plus les sociétés étrangères, mais les citoyens zaïrois. Mais, prenant appui sur ce mensonge, le gouvernement peut se permettre de redoubler, de renforcer l'exploitation des classes opprimées en affirmant, entre autres choses, que puisque

« le citoyen savait désormais que le fruit de son travail ne serait plus confisqué au profit de l'étranger, mais contribuerait à son bien-être, on pourrait donc, sans le tromper (sic), lui demander de se mettre au travail et de fournir le plus grand effort pour promouvoir le progrès social »³².

Et comme si ce souci de venir en aide aux classes laborieuses n'était pas suffisamment explicite, le Président a décidé de supprimer le droit de grève en invoquant le raisonnement suivant :

29. *Les paroles du Président*, Kinshasa, 1968, p. 47.

30. A ce propos il suffit de parcourir les numéros du *Quarterly Economic Review* se rapportant au Zaïre et couvrant la période 1965-1973.

31. Ici, la franchise du Président Mobutu est exemplaire : « Nous n'avons nullement l'intention de transformer le Congo en démocratie populaire ou de contester les pouvoirs de décision et de gestion du patronat. Les entreprises privées constituent l'armature même de la vie économique congolaise et je n'ai ni l'intention, ni le désir de porter atteinte au droit légitime de propriété », in *Paroles du Président*, p. 32.

32. Sakombi Inonco : « L'authenticité zaïroise au Sénégal », *Zaïre*, n° 240, 12 mars 1973, p. 39.

« J'ai été amené à suspendre le droit de grève. Certains ont voulu faire croire que je voulais brimer par là les droits légitimes des travailleurs. Ceci est absolument faux. Inciter les travailleurs à cesser le travail, c'est les précipiter dans la misère »³³.

Tout ceci, bien sûr, dans le cadre du rétablissement de l'ordre et de la stabilité. Ainsi, comme si les conditions d'investissements au Zaïre n'étaient pas suffisamment alléchantes, le Président en ajoute une de poids : au Zaïre, pas de risques de grèves. Ce n'est pas un mince argument, compte tenu des confrontations de plus en plus fréquentes entre le patronat et les classes ouvrières dans les pays industrialisés, et compte tenu aussi du rendement inférieur du capital investi dans ces derniers pays³⁴.

Dans les campagnes, les cultivateurs ne sont pas dupes des véritables sympathies du gouvernement. Et ce n'est pas par le recours à l'Authenticité que la classe dirigeante parviendra à convaincre les masses laborieuses que l'économie zaïroise est au service des Zaïrois et non à celui du capital multinational.

En revanche, sur le plan culturel, l'Authenticité risque de faire illusion plus longtemps. C'est parce qu'ils sont conscients de la puissance évocatrice, émotionnelle et culturelle de l'Authenticité que les dirigeants tentent de faire du concept une arme stratégique allant au-delà du culturel :

« Compte tenu de son impact sur la vie de tous les jours et du fait, d'autre part, qu'il recouvre pratiquement tous les autres aspects de la problématique du recours à l'Authenticité, il s'agit de la culture. Celle-ci constitue même l'objet principal du mouvement »³⁵.

Tout comme les appels au nationalisme et au patriotisme en d'autres temps et d'autres lieux, la politique du recours à l'Authenticité tire son succès — ou illusion de succès — des ingrédients irrationnels qui le constituent.

Au-delà du rôle mobilisateur, la politique du recours à l'Authenticité a une autre fonction : thérapeutique, voire psycho-thérapeutique. En effet, la classe dirigeante cherche non seulement à se dédouaner vis-à-vis des masses, mais aussi vis-à-vis d'elle-même.

Il est évident que quand les dirigeants, à la suite du Président, professent ne plus avoir une conscience d'emprunt, un nom d'emprunt, un langage d'emprunt, ils parlent tous des emprunts faits à un mode de penser, de vivre,

33. *Les paroles du Président*, p. 32.

34. En ce qui concerne le rendement du capital, voir *The Multinational Corporation Studies on US Foreign Investment*, US Department of Commerce, vol. I, March 1972.

35. Withankenge Walukumbu Benz : *Les problèmes du recours à l'Authenticité*, in *Ellina*, 25 mai 1973, p. 3.

de parler typiquement européen. Ils se réfèrent au legs colonial. Il est tout aussi clair que ceux qui ont le plus besoin de décoloniser leur mentalité sont ceux qui se sont le plus efforcés, durant la période coloniale et après celle-ci, à acquérir les attributs qui feraient d'eux des Européens d'Afrique, c'est-à-dire la classe dirigeante actuelle. Les critères de respectabilité de cette bourgeoisie bourgeonnante se mesuraient non seulement au diplôme universitaire, mais aussi à la réussite matérielle, et à l'adoption d'un mode de penser « moderne ». Ceci ne fut pas toujours sans peine. La littérature africaine est pleine de ces personnages « déchirés », « tiraillés » entre les valeurs ancestrales et les valeurs « modernes ». En ce qui concerne le Zaïre, les masses laborieuses n'ont même pas eu le loisir d'être tiraillées (elles ont été rabotées, réduites à produire, soit à l'usine, soit aux champs, pour une rémunération de subsistance), mais elles ont au moins le mérite d'avoir préservé, avec plus de succès, leurs attaches au monde des ancêtres. Le recours à l'Authenticité va encourager ce conservatisme des masses, bien que le gouvernement se défende de prôner une politique rétrograde.

Les masses étant plus proches de l'Authentique, on ne voit pas comment le slogan de décoloniser les mentalités pourrait leur être appliqué. Quand les penseurs de l'Authenticité parlent de décoloniser les mentalités, ils s'adressent plus à eux-mêmes qu'aux masses qui n'ont pas eu à assimiler la colonisation mentale à travers un système d'enseignement destiné à perpétuer l'asservissement de tout un peuple.

Incapable d'engendrer une véritable révolution, la classe dirigeante, qui est un pur produit de l'Europe, s'est lancée dans une révolte à retardement. C'est cette révolte qu'elle appelle pompeusement révolution. En fait, il s'agit d'un règlement de compte de la classe dirigeante avec sa propre conscience. Elle cherche à se donner, aux yeux des Zaïrois et des Africains, une image révolutionnaire qu'elle n'a jamais eue. C'est avant tout elle qui a besoin d'une décolonisation mentale, mais elle cherche à camoufler ce fait en l'adressant aux masses et en se faisant passer pour l'avant-garde d'une révolution qui n'existe que dans son imagination.

L'insistance des dirigeants à contenir le recours à l'Authenticité dans l'arène culturelle est compréhensible car c'est la seule arène où elle peut donner l'illusion d'une certaine communauté avec les masses opprimées. Le recours à l'Authenticité procède de la même idéologie qui fait recourir les classes dirigeantes de par le monde aux formules mystificatrices du nationalisme, en vue de mieux asseoir leur pouvoir.

JUSQU'A QUAND ?

Certes, on pourrait se réjouir à l'idée que le recours à l'Authenticité contient son propre poison, et que les masses finiront par se ressaisir et se libérer d'un régime qui prolonge le joug colonial en adoptant un langage pseudo-

révolutionnaire. Malheureusement, il faut l'avouer, ce langage semble jusqu'à présent faire illusion.

En outre, il faut se rendre à l'évidence que le régime renforce de jour en jour ses moyens de contrôle et ses moyens de répression ; et, bien que le régime zaïrois ne puisse encore se réclamer de l'efficacité brésilienne en matière de répression policière, il est en bonne voie d'y parvenir.

Dans son ouvrage sur Mobutu, Kamitatu affirme que Mustapha Kemal serait le modèle que le Président du Zaïre cherche à égaler. Les similitudes sont en effet frappantes : depuis la concentration des pouvoirs dans ses mains, en passant par les exécutions sommaires d'opposants politiques, jusque dans la récente confrontation avec l'Eglise catholique dans ses efforts en vue de la laïcisation de l'Etat. Certes Mobutu n'a pas de fez à abolir, mais il a aboli la cravate. Ce fut moins sanglant. Pourtant on ne peut s'empêcher de frémir à l'idée de ce qui attend le peuple zaïrois si Mobutu fait siens d'autres préceptes de Mustapha Kemal, selon lesquels « vouloir me (Mustapha Kemal) détruire, c'est vouloir détruire la Turquie elle-même », et « que les révolutions doivent être fondées dans le sang, une révolution qui n'est pas fondée dans le sang n'est jamais permanente »³⁶. Par ailleurs, si l'on considère l'état social économique et politique dans lequel la Turquie d'aujourd'hui se trouve 35 ans après que Mustapha ait passé la main à un de ses protégés, il n'y a guère matière à se réjouir : la Turquie est toujours sous la coupe des investisseurs étrangers. Elle constitue, en outre, une base militaire et économique importante de l'impérialisme capitaliste.

Dans ce domaine, le parallèle avec le Zaïre ne fait plus partie du plausible, mais de la réalité. Le Zaïre, sans faire partie de l'O.T.A.N., est une base importante, tant du point de vue militaire que du point de vue économique, de l'impérialisme américain³⁷. Prenant exemple sur ses maîtres — ou bien serait-il stimulé par eux ? —, Mobutu lui-même nourrit des ambitions similaires vis-à-vis d'autres Etats africains. Compte tenu de ce lien entre l'impérialisme américain et le sous-impérialisme zaïrois, on peut se demander à qui s'adressaient ces paroles sibyllines que l'on attribue au Président Senghor : « Celui qui est maître du Zaïre est maître de l'Afrique »³⁸.

C'est précisément dans ce contexte et à travers ces liens que l'histoire du Zaïre est en train de se faire et non par une prétendue révolution qui recourt non à l'Authenticité mais à sa mystification.

36. BENOIST-MÉCHIN : *Mustapha Kemal*, Paris, 1954, p. 354.

37. SKURNIK W.A.E., « Recent US Policy in Africa », in *Current History*, march 1973, pp. 97-98, où l'auteur explique la nécessité de l'aide militaire des Etats-Unis au Zaïre.

38. Manwana Muncongo, *op. cit.*, p. 45.